Burundi: les ambassadeurs européens convoqués par le chef de la diplomatie

Par RFI Publié le 15-12-2016

Les tensions diplomatiques entre le Burundi et l'Union européenne et ses Etats membres qui ont des représentations dans le pays ne cesse de monter.
© © AFP/Carl de Souza

La tension diplomatique entre le Burundi et les Etats membres de l'UE qui ont des représentations dans le pays ne cesse de monter. Bujumbura reproche à ce groupe, qui a pris des sanctions économiques et financières contre son gouvernement depuis la crise, d'avoir pris faits et cause pour l'opposition. Et elle est encore montée d'un cran mardi 13 décembre, lorsque ses ambassadeurs ne se sont pas présentés à une réunion organisée en direction de tout le corps diplomatique et consacrée «à l'évaluation positive de la situation positive au Burundi et la reprise de la coopération». Intolérable pour Bujumbura.

La tension était perceptible depuis des mois, mais c'est l'absence de ces cinq ambassadeurs - Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas et UE - mardi à une rencontre diplomatique avec le premier vice-président et le chef de la diplomatie du Burundi qui a mis le feu aux poudres. D'autant que tous les autres ambassadeurs étaient présents.

Officiellement, ces diplomates s'étaient absentés pour des raisons de calendrier chargé, mais « *cela n'a trompé personne* », selon un haut cadre de l'administration burundaise, sous couvert d'anonymat, qui parle tout simplement de « *boycottage* ». Intolérable pour le pouvoir, qui veut que cela ne se reproduise plus.

Les autorités burundaises ont vu rouge. Conséquence, le ministre burundais des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe, les a convoqués dans son bureau mercredi. Tous ont répondus à l'invitation à l'exception du Français absent du pays.

« *C'était une réunion pour faire le point sur un certain nombre de dossiers et pour tenter de décrisper autant que possible les tensions que l'on observe* », a reconnu l'un de ces diplomates occidentaux, en parlant d'un « *petit incident qui est le fruit d'une série de malentendus* ».

Points de frictions

Parmi les points de frictions, une récente circulaire du chef de la diplomatie burundaise qui exige de tous les ambassadeurs accrédités au Burundi d'être physiquement et personnellement présents lorsqu'ils sont conviés à des réunions ou des fêtes nationales. S'ils sont présents dans le pays bien sûr. Ce que ces ambassadeurs contestent, même s'ils ont choisi de ne pas envenimer des relations déjà mal en point.

L'Union européenne et ces pays, qui représentent plus de 60% de l'aide au Burundi, ont **pris des sanctions** contre le gouvernement burundais, accusé de graves violations des droits de l'homme. Ce que minimise ce haut cadre burundais, qui rappelle que le pays est souverain. ***« Nous tenons bon malgré leurs sanctions »***, s'est-il écrié.

RFI a tenté de joindre les autorités burundaises qui n'ont pas réagi pour le moment.